

Convention collective

**EXPLOITATIONS HORTICOLES
(HAUTE-NORMANDIE)
(2 octobre 1967)**

(Etendue par arrêté du 19 août 1968,
Journal officiel du 2 octobre 1968)

■ *Journal officiel* du 2 mars 2005

**Arrêté du 26 janvier 2005 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations hor-
ticoles de la région Haute-Normandie**

NOR : AGRF0500349A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Régle-
mentaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14
et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 19 août 1968 portant extension de la convention collective
de travail du 2 octobre 1967 concernant les exploitations horticoles de la
région Haute-Normandie et les arrêtés successifs portant extension des aven-
ants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 24 septembre 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 20 janvier
2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion
sociale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 32 du 24 septembre 2004 à la convention
collective de travail du 2 octobre 1967 concernant les exploitations horticoles
de la région Haute-Normandie sont rendues obligatoires pour tous les

employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, sous réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 instaurant une garantie mensuelle de rémunération et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 2 octobre 1967 précitée.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 janvier 2005.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
*L'ingénieure en chef du génie rural,
des eaux et des forêts,*
V. METRICH-HECQUET

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/46 en date du 11 décembre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.